

80% des Suisses soutiennent la sortie du Nucléaire



80% des Suisses soutiennent la décision prise mercredi par les autorités helvétiques de recommander une sortie progressive du nucléaire, selon un sondage paru aujourd'hui dans le journal SonntagsZeitung. Environ 85% des Suisses se disent d'ailleurs favorables au passage aux énergies renouvelables.

Ils sont une large majorité à soutenir Berne, qui, opérant un tournant dans sa politique nucléaire en raison de la catastrophe de Fukushima au Japon, a recommandé ne pas remplacer les cinq réacteurs en fonctionnement dans la Confédération à l'issue de leur période d'exploitation, soit d'ici à 2034.

Et 64% sont prêts à voir leur facture énergétique grimper d'environ 15%, une hausse qui correspond aux évaluations faites par l'Office fédéral de l'énergie. De toute façon avec ou sans énergie nucléaire, l'augmentation de la facture d'électricité est prévue.

Le Lobby Nucléaire réagit

De son côté, le Lobby Nucléaire a lancé une campagne sur les thèmes de l'augmentation des tarifs, de l'augmentation du chômage, du départ des industries et de l'augmentation des émissions de CO2 par la création de centrales à gaz.

Le puissant lobby, qui finance les partis politiques de l'UDC et du parti Libéral Radical, compte sur le soutien des hommes politiques et de ces deux forces politiques.

Conseil Fédéral: Les Femmes ont fait la différence

Dans la décision de mercredi, se sont les 4 femmes du Conseil Fédéral (2 Socialistes, 1 PDC, 1 PDB), qui ont voté pour la sortie du nucléaire alors que les 3 hommes, dont les partis sont financés par le lobby nucléaire, ont votés contre (1 UDC et 2 Libéral Radicaux).

Nous sommes maintenant arrivés à un stade où nous devons décider s'il faut investir six à sept milliards de francs dans une nouvelle centrale nucléaire (...) ou si nous voulons investir dans des (énergies) alternatives, a annoncé Doris Leuthard, membre des 7 sages du conseil fédéral, pourtant ancienne promotrice du nucléaire.

Le Parlement Suisse doit encore entériner ou rejeter la recommandation de Berne, à partir du 8 juin.